LOGEMENT SOCIAL À SIDI-BEL-ABBÈS

Les contestataires en grève de la faim

Rentrés d'Alger où ils ont été reçus par le ministre de l'Habitat dans la journée de mercredi dernier qui, à son tour les a orientés vers le ministre de l'Intérieur, et ce dernier a fait preuve de disponibilité en étant attentif à leurs doléances avant de leur faire promesse d'une suite à leur demande de recours, 53 demandeurs écartés des listes des 567 logements affichées la semaine dernière remontent au créneau et entament une grève de la faim.

Selon eux, et selon la pétition signée par plus d'une dizaine de contestataires, ils sont en grève de la faim depuis jeudi dernier, jour de leur retour d'Alger, et passent leurs nuits à la belle étoile sous une température qui n'excède pas les 12°C. Chassés devant le siège de la daïra de Sidi-Djilali (SBA) et sous la pression des services de sécurité, déclarent-ils, nous avons élu domicile en face pour continuer notre grève de la faim. «Dans la journée du lundi 28 décembre, un sit-un devait être observé devant le siège de la wilaya pour faire aboutir nos revendications, nous exigeons une commission d'enquête ministérielle, l'annulation des listes des 567 logements sociaux et l'étude des recours qui se comptent par centaines.» Pour rappel, depuis le lundi 22 décembre dernier, l'opération de distribution de logements continue d'être émaillée par des actions de contestation, des demandeurs non satisfaits qui apparemment ne sont pas prêts à abandonner leur mouvement. A rappeler aussi que 567 sur les 8 000 demandeurs de logements sociaux dans la ville de Sidi-Bel-Abbès ont bénéficié d'un logement social.Une avalanche de demandes de recours continue d'atterrir sur les bureaux de la daïra et les bénéficiaires ne sont pas au bout de leurs peines puisque les contestataires exigent l'annulation des listes et l'envoi d'une commission d'enquête ministérielle, car, ont-ils déclaré, les attributions n'ont pas pour beaucoup été faites dans le respect des conditions exigées pour le bénéficiaire.

En tout cas, la colère gronde toujours et la contestation prend de l'ampleur avec un mouvement de grève de la faim des chefs de famille.

A. M.

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Année 2010 : le temps des catastrophes

On a tellement pris la Peste d'Albert Camus pour une allégorie politique, qu'on en a presque oublié qu'une épidémie de peste réelle poserait des problèmes politiques. Or, justement, ce qui vient nous rappeler aujourd'hui l'épidémie de la grippe porcine.

Le lancement de la campagne de vaccination vit encore dans l'incertitude ce qui engendre peur et soupçons sur l'efficacité du vaccin auprès de la population. Mais le temps des catastrophes n'est pas uniquement de dimension médicale, cette pandémie vient aussi mettre à jour d'autres crises auxquelles les politiques doivent faire face durant l'année 2010, celle du chômage et de l'exclusion sociale qui touche des milliers de personnes, celle de la pauvreté qui frappe des centaines de famille, de la flambée des prix alimentaires, la crise du logement, les grèves des étudiants, lycéens et les centres de formation, les enseignants et les médecins des secteurs sanitaires. C'est pourquoi l'année 2010, selon de nombreux citoyens, sera celle de tous les dangers. Nombreux universitaires essayent de comprendre la nature de la crise multidimensionnelle qui frappe l'Algérie. Pour certains, il s'agit très clairement d'une crise de grande ampleur due essentiellement à la cécité de nos gouvernants, de la corruption, du refus de la réforme (système éducatif, santé publique, système bancaire, etc.) c'est pourquoi l'Algérie a accumulé plus de handicaps que d'autres pays voisins (Maroc, Tunisie) et qui n'ont pas de ressources pétrolières (rente). La politique de l'autruche de nos décideurs a rendu l'Algérie plus vulnérable et elle aura plus de mal à sortir de la récession et à trouver un trend de croissance.

Comment expliquer que 38 ans après l'indépendance, le pays n'ait pas pu se moderniser et soit entré dans le XXIe siècle sans prendre la juste mesure des changements qui s'imposent ? Cela explique, en outre, que la crise y soit sévère et durable, et que l'Algérie doit désormais accomplir, en peu de temps et de manière douloureuse, l'indispensable mutation, que nos politiques ont refusé d'entreprendre depuis si longtemps mais cela exige une véritable révolution culturelle, de sorte que les vrais décideurs politiques de ce pays, notamment ceux qui font passer l'Algérie avant tout, d'inviter certains députés, sénateurs et ministres à quitter la table, car ils sont simplement incompétents, et les remplacer par les technocrates, tels que le président de la République l'avait promis. Mais le peuple algérien n'a rien vu à ce jour.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui d'hier et celui de demain sera encore différent. Différent notamment pour des raisons évidentes telles que l'aspiration profonde d'individus à plus de liberté, de justice et de démocratie. Alors ayons le courage de relever le défi du sphinx : «Invente ou je te dévore.»

Layachi Salah-Eddine

AÏN-TÉMOUCHENT

Congrès constitutif du SNTE

Le Syndicat national des travailleurs de l'éducation nationale (SNTE) de la wilaya de Aïn-Témouchent a organisé, dimanche, au technicum Idriss El-Afifi, son congrès constitutif en présence de trois membres du secrétariat national du syndicat, des membres du Cnapest, et de 163 délégués des sections syndicales des établissements scolaires affiliées au SNTE.

Après l'allocution de bienvenue du président sortant Sayah Abdelkader, il a été procédé à la distribution de cadeaux en hommage aux cadres du syndicat qui ont été derrière la création du SNTE dans la wilaya de Aïn-Témouchent, tels que Boukri Mohamed, Azzouz Bouhadjar et le regretté Kaddour Abed Farès. M. Louiza Mohamed, membre du bureau du syndicat de la wilaya, a lu succinctement le rapport relatif à la création du bureau du SNTE le 1er mai 2005 et les entraves rencontrées par les militants et syndicalistes dans l'exercice de leurs fonctions comme le refus de la tutelle d'accorder un siège et les problèmes dans la rencontre des cadres avec les militants à travers les différents établissements scolaires.

Ces entraves administratives ont donné lieu à des journées de protestation, des sit-in et des mouvements de grève qui ont fait fléchir un tant soit peu l'ex-directrice de l'éducation de la wilaya après que le ministère de l'Education lui eut ordonné de cesser ses intimidations à l'encontre des membres de ce syndicat, et les adhésions pleuvaient au bureau de wilaya durant les premières années de la création de ce syndicat. Actuellement, le SNTE est implanté dans 80 établissements scolaires, il compte plus de 1 400 adhérents répartis sur plusieurs coordinations, entre autres, la coordination des adjoints de l'éducation, des proviseurs de lycées, de directeurs d'écoles primaires, des corps communs et des économes.

Le secrétaire général sortant, M. Sayeh Abdelkader A., a présenté le bilan financier des quatre années d'exercice du SNTE dans la wilaya d'où il ressort que les trois premières années, et vu que le syndicat n'avait pas de siège, la vente des cartes d'adhésion n'était pas efficace et même le SNTE n'avait pas une stratégie bien définie sur le terrain. Mais dès 2008, et avec l'octroi d'un siège, il a été facile au syndicat d'activer plus librement pour se restructurer et ratisser auprès des travailleurs de l'éducation.

Après l'approbation des bilans moral et financier par l'assistance, soit 163 délégués sur les 183 invités, il a été procédé à l'élection des membres du conseil du syndicat de wilaya à raison de quatre délégués par daïra, les membres du conseil auront à élire le bureau du syndicat du SNTE de la wilaya de Aïn-Témouchent.

S. B.

CHLEF

Deux corps découverts à Zebabja et Oued-Fodda

Le corps sans vie d'un malade mental, 41 ans, a été découvert dans un état de décomposition. Surnommé Zagalo, il est mort à l'intérieur de sa cabane dans le lieudit la montagne de Sidi-Diouane, commune de Oued-Fodda, dans la wilaya de Chlef. Le corps a été découvert par les passants à cause de l'odeur qui s'y dégageait. Alertés, les gendarmes se sont déplacés sur le lieu en compagnie des éléments de la Protection civile qui ont défoncé la porte de la cabane. Selon la même source, la mort remonterait à une semaine. Le corps du malheureux a été déposé à la morgue de l'hôpital des Frères-Khettab de Ouled Mohamed au centre-ville de Chlef. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie.

Par ailleurs, toujours à Zebabja, un nouveau-né a été découvert par les citoyens de cette localité durant le week-end dernier dans la matinée de vendredi enveloppé dans un drap à proximité d'un verger. Alertés, les services de la gendarmerie se sont rendus sur le lieu découvrant ainsi le bébé, de sexe masculin, en vie qui fut évacuer vers la pouponnière du CHU de Haï Chorfa. Une enquête est ouverte par la gendarmerie.

K. Della

SOUK-AHRAS

Les enseignants du centre universitaire montent au créneau

Au centre universitaire de Souk-Ahras, l'heure est depuis quelques jours au tiraillement, dans une correspondance adressée au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique dont nous possédons une copie signée par pas moins de 120 enseignants universitaires qui ont soumis à travers cette missive une plate-forme de revendications dans laquelle ils ont mis l'accent sur la situation déplorable et catastrophique qui prévaut, selon eux, dans ce centre.

Les rouspétances sont focalisées sur deux points, en lato sensu les rédacteurs de la missive estomaquées par une ponoplie de problèmes auxquels ils sont confrontés à cause de l'absence de dialogue. L'autre point évoqué est le refus de l'administration du centre universitaire de coordonner avec les représentants des enseignants, au demeurant l'administration est restée sourde à leurs revendications.

A vrai dire, pour l'heure leur tentative de conciliabule s'assimilent plutôt à un prêche dans le désert. Devant cet imbroglio, les contestataires n'ont pas l'intention de lâcher du lest et interpellent le ministre à intervenir afin de remédier à ces carences et démêler l'écheveau.

Barour Yacine